



Groupe communiste & citoyen du Conseil de Paris

Conseil de Paris des 9 et 10 février 2026

Vœu relatif au soutien à la librairie féministe et LGBTQIA+ « Violette & Co »

déposé par Raphaëlle Primet, Ian Brossat et les élu-es du Groupe communiste et citoyen

Considérant que les près de 240 librairies indépendantes de Paris font vivre la culture, la liberté d'expression et de création, la diversité des idées et la vitalité culturelle dans notre ville ;

Considérant la situation de fragilité économique inédite connue par les librairies du fait de la pression immobilière et l'explosion des loyers, de la fin des prêts garantis par l'Etat et de la concurrence des géants du e-commerce ;

Considérant que de Violette & Co, La Tête ailleurs, La Petite Egypte et de nombreuses autres librairies indépendantes font l'objet d'attaques ciblées, de campagne de harcèlement des médias détenus par Vincent Bolloré et d'actes de vandalismes de la part de l'extrême droite pour leur soutien à la cause palestinienne, leur attachement aux droits humains ou encore aux droits des minorités sexuelles ;

Considérant que lors du Conseil de novembre 2025, le groupe Changer Paris s'est fait le relai de ces campagnes haineuses et a voté contre l'attribution d'une subvention de 500.000 au bénéfice de 40 librairies indépendantes dans le cadre de l'appel à projets « Soutien aux librairies parisiennes : accessibilité, transition énergétique et attractivité » ;

Considérant l'adoption de cette subvention au Conseil de décembre 2025 ;

Considérant que Violette & Co est un lieu de culture, de dialogue, et d'émancipation essentiel pour les femmes, les personnes LGBTQIA+, les mouvements féministes, les auteur·es engagés, les peuples opprimés ;

Considérant la nécessité de conserver ces lieux de transmission de la lecture à l'heure où l'industrie de l'édition tombe par pans entiers dans l'escarcelle de milliardaires tels que Vincent Bolloré qui projette de contrôler les publications et de fait les récits et les imaginaires au profit d'un projet d'extrême droite ;

Considérant la perquisition qui s'est déroulée le 7 janvier dans les locaux de Violette & Co - afin de saisir sans succès le livre de coloriage « From the river to the sea » - et l'enquête préliminaire qui s'ensuit avec la convocation des salarié.es au commissariat du 11^e arrondissement le jeudi 22 janvier ;

Considérant que le 16 octobre l'ouvrage a fait l'objet d'une interdiction d'importation par la commission presse de la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) qui dépend du ministère de la Justice soit plusieurs mois après sa mise en vente par la libraire ;

Considérant que cet avis n'a jamais été porté à la connaissance de la librairie et ne lui a été communiqué qu'à la suite de la perquisition et à la demande de la librairie et considérant que seul un arrêté du ministère de l'intérieur permet d'interdire le livre à la vente ;

Considérant que cette situation semble être une instrumentalisation des pouvoirs publics à des fins politiques puisque ni le ministère de la Culture, ni le ministère de la Justice, ni le ministère de l'Intérieur, informés de cet avis, ne l'ont communiqué et puisque que la Région Île-de-France présidée par Valérie Pécresse a supprimé l'association Violette and Co – accueillie dans la librairie - de la liste des lauréat.es de l'appel à projets « Budget participatif handicap » dont elle était pourtant arrivée première en décembre 2025 ;

Considérant que cela ressemble à une tentative d'intimidation, de dissuasion et de répression des voix progressistes ;

Sur proposition de Raphaëlle Primet, Ian Brossat et des élu.e.s du Groupe Communiste et citoyen, le Conseil de Paris émet le vœu que la Ville de Paris :

- **Apporte son soutien total à la librairie Violette & Co et exige l'abandon de toute procédure ou enquête infondée à son encontre ;**
- **Demande à l'État de garantir la liberté d'édition, de diffusion et de création, et de mettre fin aux pratiques d'intimidation visant les librairies indépendantes ;**
- **Affirme sa vigilance et son opposition à toute tentative de censure ou de répression des librairies indépendantes ;**